



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article529>

# Chantage au coup d'Etat

- Le parti - Etudes, contributions, Analyses .... -



Date de mise en ligne : samedi 28 juin 2008

---

**Union des Forces de Progrès**

---

La paire de généraux, Ould Abdelaziz et Ould Elghazouani s'apprête à opérer un coup d'Etat en Mauritanie. A défaut de manoeuvrer les blindés du BASEP, ils activent le levier que constitue entre leurs mains la masse de députés dits "Indépendants" qu'ils avaient contribué à mettre au monde il y'a de cela bientôt deux ans. Conscients de l'hostilité de l'opinion nationale et internationale à une intervention militaire directe, ils décident de passer par les canaux parlementaires.

Depuis quelques jours le marais des Indépendants s'est mis en ébullition. Comme par hasard ce sont les affidés des deux généraux qui sont à la manoeuvre. D'interviews en conférences de presse, les messages sont distillés, les signaux envoyés aux différents groupes de parlementaires. Depuis hier, comme s'ils se rendaient compte qu'ils ne pouvaient plus déléguer, ils commencent à opérer à treillis découvert.

Ils reçoivent à longueur de journée, envoient des émissaires... Une ambiance qui nous rappelle le triste souvenir du milieu de la transition quand l'opération « Indépendants » a été déclenchée. Serions-nous à la veille d'une prise de contrôle du jeu politique mauritanien par les militaires de la même ampleur que celle qu'ils avaient opérée lors de cette opération ? C'est un risque qui n'est pas à écarter.

C'est un risque si le Président de la République, fort de ses 53% des suffrages de nos compatriotes, appuyé sur un gouvernement de large ouverture et d'une réelle reconnaissance internationale ne reprend pas l'initiative en remettant les généraux à leur place. Place éminente et cruciale dans l'architecture de la République mais place incompatible avec une implication directe dans le jeu politique.

Si les militaires veulent gouverner la Mauritanie, ils devront le faire en treillis. Ils ne peuvent avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la fermière. Ils ne peuvent « rendre » le pouvoir aux politiques et continuer à gouverner.

Sidi Ould Cheikh Abdallahi est le dépositaire de la volonté populaire. On peut contester ses choix, les critiquer et s'y opposer par les voies que les institutions prévoient. C'est le rôle de l'Opposition démocratique. Mais que des généraux, du haut de leurs gallons dorés, exigent un droit de regard sur la formation du gouvernement, qu'ils réclament, à grands renforts de menaces et de chantage au coup d'Etat, une tutelle sur le président élu n'est pas admissible et ne doit pas être admis.

Ni la majorité parlementaire et encore moins l'Opposition démocratique, ni aucun démocrate soucieux de la pérennité des institutions ne devraient admettre une telle sujétion.

Le Président de la République se doit de sortir de son mutisme. Il doit rappeler les généraux à l'ordre et tancer les parlementaires de sa majorité. Un coup d'Etat militaire n'est pas plus grave qu'un coup d'Etat institutionnel opéré par les militaires. Etre gouverné par les militaires autant qu'ils soient directement aux commandes et directement comptables de leurs actes.

Mohamed Baba